

Projet de Cadre des résultats du Plan Cadre de Coopération Gouvernement ONU Gabon 2023-2027

Impact : D'ici 2027, l'incidence de la pauvreté, les inégalités sociales et de genre sont significativement réduites et les écosystèmes sont préservés pour assurer le développement durable du pays						
Priorités nationales : l'amélioration de la gouvernance et de la transparence dans le secteur public, renforcer les instruments de financement du développement durable, la transformation de l'économie : Plan Stratégique Gabon Émergent (PSGE) & Plan d'accélération de la Transformation (PAT)						
Priorités régionales (Agenda 2063) :						
Tous les 17 ODD						
Priorité stratégique 1 : Bonne gouvernance						
Réalisation / Effet		Indicateurs (ventilés)	État de référence (année)	Objectif (fin du plan-cadre de coopération)	Source des données	Hypothèses
1. D'ici 2027, le cadre légal et institutionnel est renforcé et les institutions sont plus redevables, transparentes et efficaces en vue d'assurer une gouvernance orthodoxe et inclusive et un développement durable et équitable, en ligne avec les engagements nationaux et internationaux pris par le pays. (Tous les 17 ODD)	1.1	Progrès vers les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'aide des meilleures statistiques et données			Ministère de l'Économie	Des progrès sont enregistrés sur les objectifs et indicateurs des ODD, mesurés à l'aide des statistiques et données de meilleure qualité
	1.2	Le cadre national de financement intégré est opérationnel pour l'alignement des politiques et investissements sur les ODD et la transition à une économie verte et bleue			Ministère de l'Économie	Les flux financiers et les politiques d'investissement dans les ODD et la transition à une économie verte et bleue sont mieux alignés
	1.3	Progrès sur l'Indice Mo Ibrahim (IIAG, indice sur 100)			Mo Ibrahim Foundation	La performance sur l'indice Mo Ibrahim de la gouvernance est améliorée



		Indicateurs (ventilés)	État de référence (année)	Objectif (fin du plan-cadre de coopération)	Source des données	Hypothèses
	1.4	Progrès sur l'Indice Perception de la corruption (indice sur 100)			Transparency International	La performance sur l'indice de Transparency International est améliorée
	1.5	Valeur des flux financiers illicites entrants et sortants (en dollars américains courants)			CNLCEI, Ministère de la Bonne Gouvernance	Valeur des flux financiers illicites entrants et sortants est diminuée (en dollars américains courants)
	1.6	Nombre des institutions ciblées ayant atteint des capacités opérationnelles et des résultats conformes aux standards reconnus internationalement par secteur public/privé			Ministère de la Bonne Gouvernance	Le nombre des institutions ayant atteint des capacités, opérations et résultats selon des standards reconnus internationalement a augmenté, ainsi attirant plus d'investissements productifs dans le pays
	1.7	Proportion de personnes ayant eu au moins une fois à faire à un agent public auquel elles ont versé un pot-de-vin ou qui leur a demandé un pot-de-vin au cours des 12 mois précédents par sexe, âge urbain/rural			Direction Générale de la Statistique/Enquête gabonaise sur l'emploi (EGEP)	Le nombre de personnes ayant versé ou été touché par la corruption a diminué



		Indicateurs (ventilés)	État de référence (année)	Objectif (fin du plan-cadre de coopération)	Source des données	Hypothèses
Produit 1 :						
1.1 Le cadre légal et institutionnel et les capacités des institutions de bonne gouvernance (notamment le Parlement, le CNLCEI, le Ministère de la bonne gouvernance, l'ITIE, les institutions judiciaires et la société civile) sont renforcés, y compris en matière de lutte contre la corruption, afin de garantir la gestion transparente et orthodoxe des ressources. (ODD 5, 16, 17)	1.1.1	Fonctionnement efficace du Cadre National de Financement Intégré (INFF) regroupant le Gouvernement, Les Nations Unies, les PTF, la société civile et le secteur privé afin d'accélérer les progrès vers les ODD			Ministère de l'Économie	Le cadre INFF permet de mieux coordonner les flux d'investissement des différents sources (internationales/nationales/publiques/privées/locales) et accélérer les progrès vers les ODD
	1.1.2	La Stratégie Gabon Egalite et des politiques du pays en matière des droits des femmes et de l'égalité des genres sont appuyées par l'ensemble du système des Nations Unies de manière multisectorielle			Ministère de la Justice	Les résultats de la Stratégie Gabon Egalite et des politiques pour renforcer les droits des femmes et l'égalité des genres sont produits avec l'aide du Système des Nations Unies
	1.1.3	Mise en œuvre des mesures d'amélioration de la transparence et la bonne gestion des revenus tirés de l'extraction des ressources minières, gazières et pétrolières (ITIE) sont appliquées et les rapports publiés régulièrement			Groupe d'intérêt ITIE-Gabon	Les mesures ITIE sont appliquées renforçant la transparence, la gestion et l'utilisation des revenus pour la transition à une économie verte et bleue
	1.1.4	Nombre d'institutions dans le secteur public/privé mettant en œuvre efficacement des dispositifs contribuant à l'amélioration des capacités en bonne gouvernance et la lutte contre la corruption (ex. norme ISO37001)			Ministère de la Bonne Gouvernance	L'application des normes ITEI et d'autres standards internationaux améliorent la transparence et la bonne gouvernance dans le pays contribuant ainsi à la réputation du pays et l'augmentation des investissements dans toutes les filières notamment vertes et bleues pour un développement durable



		Indicateurs (ventilés)	État de référence (année)	Objectif (fin du plan-cadre de coopération)	Source des données	Hypothèses
	1.1.5	Nombre d'institutions pour prévenir et lutter contre la corruption et promouvoir l'état de droit, l'accès à la justice et les droits humains, les droits des femmes et l'égalité des genres, ayant bénéficié d'un renforcement de capacités			Ministère de la Bonne Gouvernance, Ministère de la Justice CNLCEI	Les capacités des institutions dans les divers aspects de la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption, l'état de droit, la justice, les droits humains et des femmes et l'égalité des genres sont renforcées
	1.1.6	Nombre d'organisations de la société civile formées/ impliquées dans les activités de développement durable			Ministère de l'Économie, Ministère Eaux et Forêts	Le nombre des formations dispensées aux organisations de la société civile a augmenté
Produit 2 :						
1.2 Le cadre légal et institutionnel en matière de promotion et de protection des droits humains est renforcé et vulgarisé et les capacités des institutions, notamment la Commission Nationale des Droits de l'Homme, les ministères de la Justice et de la Communication, la Haute Autorité de la Communication, la Commission nationale de protection des données à caractère personnel) sont améliorées en partenariat avec la société civile afin que les	1.2.1	Existence d'institutions nationales des droits humains indépendantes et conformes aux Principes de Paris qui fonctionnent de façon efficace au niveau national et local			Ministère de la Justice	La Commission Nationale des Droits de l'Homme et ses sous commissions sont en place et fonctionnent selon le Principes de Paris
	1.2.2	Fonctionnement efficace des mécanismes nationaux : - Mécanisme d'échange et de dialogue - Cadre de dialogue social			Ministères de la Justice, Ministère de l'Emploi	Le dialogue entre les différentes parties est amélioré comme aussi le respect des droits humains selon les engagements internationaux
	1.2.3	Nombre de jeunes formées dans l'éducation civique par âge et par sexe			Annuaire statistique de l'éducation	Le nombre des personnes sensibilisées sur l'importance de la bonne gouvernance en bas âge par l'éducation civique à l'école a augmenté



populations bénéficient des services de qualité. (ODD 5, 13, 16, 17)		Indicateurs (ventilés)	État de référence (année)	Objectif (fin du plan-cadre de coopération)	Source des données	Hypothèses
	1.2.4	Proportion de la population carcérale en instance de jugement par sexe, âge, urbain/rural			Ministère de la Justice	Le nombre des personnes en détention ou en instance de jugement a diminué du fait des jugements plus rapides
	1.2.5	Nombre des rapports soumis par le pays en matière de droits humains à temps aux instances internationales dont le pays est membre			Ministère de la Justice	Le nombre des rapports soumis en matière de droits humains à temps aux instances internationales a augmenté
Produit 3 :						
1.3 Le dispositif institutionnel et le cadre juridique en matière de gouvernance environnementale sont harmonisés et les capacités des institutions y relatives sont renforcées pour piloter la transition vers une économie verte et bleue, accroître l'accès à la finance durable, garantir la conservation des écosystèmes et des droits fonciers des populations rurales et réduire le conflit homme faune. (ODD 2, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17)	1.3.1	Existence d'un cadre légal d'éclosion de financements innovants (climat et biodiversité)			Ministères de l'Économie	Mobilisation des ressources financières nécessaires pour la transition vers une économie verte et bleue diversifiée et un développement inclusif et durable.
	1.3.2	Montant annuel mobilisé pour le financement de la transition a une économie verte et bleue (financements innovants et climatiques) en dollars américains			Ministère de l'Économie	Le financement de la transition verte et bleue surtout la finance innovante et climatique a augmenté
	1.3.3	Proportion du budget national alloué à la promotion de l'exploitation durable des ressources naturelles par type			Ministère de l'Économie, Ministère du Budget	Les investissements dans l'exploitation durable des ressources naturelles ont augmenté et les emplois dans ce secteur également
	1.3.4	Existence et fonctionnement efficace du système de comptabilisation du capital naturel			Ministère de l'Économie, Ministère des Eaux et Forêts	Le capital naturel est comptabilisé pour une valorisation des services écosystémiques et le suivi des ressources naturelles, facilitant la mobilisation et la diversification des ressources et la transition économique



		Indicateurs (ventilés)	État de référence (année)	Objectif (fin du plan-cadre de coopération)	Source des données	Hypothèses
Produit 4 :						
1.4 Le cadre juridique pour la production des statistiques est adopté et opérationnel et les capacités nationales dans la production, l'exploitation et la diffusion des données et statistiques sont renforcées en vue d'améliorer l'élaboration et le suivi et l'évaluation des politiques publiques et des programmes de développement. (ODD 16, 17)	1.4.1	Existence du cadre juridique pour la production, l'exploitation et la diffusion des statistiques et données relatives au développement durable			Ministère de l'Économie	La production, l'exploitation et la diffusion des statistiques et données relatives au développement durable est amélioré et les politiques et programmes sont ainsi renforcés
	1.4.2	Capacité statistique pour le suivi des ODD (% des indicateurs ODD renseignés conformément aux principes fondamentaux de la statistique officielle ventilé par genre, âge et province)			Ministère de l'Économie	Le pourcentage des indicateurs ODD désagrégés et renseignés conformément aux principes fondamentaux de la statistique officielle a augmenté
	1.4.3	Existence des dispositions constitutionnelles/ légales, réglementaires et politiques pour garantir l'accès public à l'information			Ministère de l'Économie	L'accès public à l'information et son utilisation sont améliorés
	1.4.4	Nombre d'institutions/personnes formés aux méthodes de collecte, d'analyse et d'exploitation des statistiques et des données sur les indicateurs ODD			Ministère de l'Économie	Les capacités de collecte, d'analyse et d'exploitation des statistiques et des données sur les indicateurs ODD et leur qualité ont augmenté
	1.4.5	Mise en œuvre efficace de la politique d'évaluation des politiques publiques			Ministères de l'Économie, Ministère de la Bonne Gouvernance	La politique d'évaluation est efficacement opérationnalisée



		Indicateurs (ventilés)	État de référence (année)	Objectif (fin du plan-cadre de coopération)	Source des données	Hypothèses
Produit 5						
1.5 Le cadre légal et institutionnel favorisant la participation politique des femmes et leurs capacités sont renforcées en vue de leur plus grande représentation dans les instances de prise de décision et postes électifs. (ODD 5)	1.5.1	Existence et exécution d'un décret d'application de la loi des quotas des femmes et des jeunes dans les instances électives (Assemblée Nationale/Senat)			Ministère de la Justice	Les politiques publiques favorables au genre, la réduction des discriminations, l'efficacité des organes de suivi sont renforcés
	1.5.2	Pourcentage de participation des femmes dans les institutions suivantes : a) les organes législatifs ; b) la fonction publique ; c) les organes judiciaires			Ministère de la Justice, Ministère de de l'Économie	La représentativité des femmes et des filles dans les instances de décision est améliorée (marginalisation des LNOB, discriminations),
	1.5.3	Existence d'un système pour le suivi et la mise en œuvre des budgets en faveur de l'égalité des genres et pour les droits des femmes (budgétisation sensible au genre)			Ministère de l'Économie	L'inclusion des femmes et des filles dans les processus de budgétisation est améliorée



Impact : D'ici 2027, l'incidence de la pauvreté, les inégalités sociales et de genre sont significativement réduites et les écosystèmes sont préservés pour assurer le développement durable du pays

Priorités nationales : repenser le modèle social, promouvoir l'égalité et l'inclusion, lutter contre la pauvreté et les inégalités : Plan Stratégique Gabon Émergent (PSGE) & Plan d'accélération de la Transformation (PAT)

Priorités régionales (Agenda 2063) :

ODD 1, 5, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 17

Priorité stratégique 2 : Transition vers l'économie verte et bleue

Réalisation / Effet		Indicateurs (ventilés)	État de référence (année)	Objectif (fin du plan-cadre de coopération)	Source des données	Hypothèses
2. D'ici 2027, les populations, notamment les jeunes et les femmes, participent à la gestion durable des ressources naturelles et bénéficient des fruits d'une transition maîtrisée vers l'économie verte et bleue dans un environnement plus résilient aux changements climatiques. (ODD 1, 5, 6, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 17)	2.1	Surface forestière gérée durablement/sous certification indépendante			Ministère des Eaux et Forêts	La superficie forestière gérée durablement/sous certification indépendante a augmenté contribuant aux progrès vers la gestion durable des forêts
	2.2	Surface marine protégée en proportion de la surface totale			Ministères des Eaux et Forêts	La surface marine protégée a augmenté contribuant ainsi à la protection des aires marines et de leur biodiversité
	2.3	Nombre des sites importants pour la biodiversité terrestre et la biodiversité des eaux douces qui se trouvent dans des aires protégées par zone géographique et type d'écosystème			Ministère des Eaux et Forêts, AGEOS	Le nombre des sites importants pour la biodiversité terrestre et la biodiversité des eaux douces qui se trouvent dans des aires protégées a augmenté et ainsi l'environnement, la faune et la flore sont protégés



		Indicateurs (ventilés)	État de référence (année)	Objectif (fin du plan-cadre de coopération)	Source des données	Hypothèses
	2.4	Émission de CO2 (tonne métrique par habitants)			Ministère des Eaux et Forêts	Les émissions de CO2 sont contenues pour prévenir les changements climatiques
	2.5	Absorption de CO2 par unité de valeur ajoutée			Ministère des Eaux et Forêts	Le volume des émissions de CO2 absorbées a augmenté pour prévenir les changements climatiques
	2.6	Taux de chômage par sexe, âge et situation au regard du handicap			Ministères de l'Emploi, Ministère de l'Économie	Le taux de chômage est réduit surtout parmi les jeunes et les femmes, les plus touchés par le manque d'emploi
Produit 1 :						
2.1 Les populations, notamment les jeunes et les femmes, disposent des compétences renforcées dans l'économie verte et bleue pour s'engager dans l'entrepreneuriat et l'innovation. (ODD 1, 4, 5, 8, 9, 11, 12).	2.1.1	Nombre des chaînes de valeur agricole porteuses développées par le développement de l'agrobusiness			Ministère de l'Économie, Ministère de l'Agriculture et de la Pêche	Le nombre des chaînes de valeur agricole porteuses développées par le développement de l'agrobusiness a augmenté créant ainsi des emplois verts et bleus
	2.1.2	Nombre des jeunes et des femmes bénéficiant de nouvelles opportunités d'emploi dans les filières vertes et bleues par âge, sexe, urbain/rural			Ministère de l'Économie ; Ministère de la Formation Professionnelle	Le nombre des jeunes et des femmes bénéficiant de nouvelles opportunités d'emploi dans les filières vertes et bleues a augmenté et par conséquent le chômage parmi ces groupes a diminué
	2.1.3	Nombre des micro centrales hydroélectriques construites/réhabilités en appui aux activités agricoles			Ministère de l'Économie ; Ministère de l'Agriculture, Ministère de l'Énergie	Le nombre des micro centrales hydroélectriques construites/réhabilités en appui aux activités agricoles a augmenté fournissant l'électricité et l'eau nécessaire à l'agriculture



		Indicateurs (ventilés)	État de référence (année)	Objectif (fin du plan-cadre de coopération)	Source des données	Hypothèses
	2.1.4	Nombre d'entreprises engagées dans des stratégies bas carbone, d'atténuation, d'adaptation et de résilience aux changements climatiques par localisation (urbain/rural)			Ministère de l'Économie	Le nombre d'entreprises engagées dans des stratégies bas carbone, d'atténuation, d'adaptation et de résilience aux changements climatiques a augmenté contribuant ainsi à la diversification de l'économie et sa transition à une économie verte et bleue
	2.1.5	Nombre d'entreprises/communautés engagées dans l'opérationnalisation des systèmes alimentaires durables et d'économie circulaire (recyclage des déchets électriques et électroniques, Plastique, etc.) y compris par les nouvelles technologies par urbain/rural et province			Ministère de l'Économie, Ministère de l'Intérieur, Ministère de l'Industrie	Le nombre d'entreprises/communautés engagées dans l'opérationnalisation des systèmes alimentaires durables et d'économie circulaire a augmenté contribuant ainsi à une croissance de l'économie verte et à la conservation de l'environnement



		Indicateurs (ventilés)	État de référence (année)	Objectif (fin du plan-cadre de coopération)	Source des données	Hypothèses
	2.1.6	Nombre de personnes formées dans la production durable y compris l'utilisation du numérique, les technologies de données et la mécanisation par sexe, âge, milieu de résidence (urbain/rural)			Ministère de l'Économie, Ministère de la Formation Professionnelle	Le nombre de personnes formées dans la production durable, y compris l'utilisation du numérique, les technologies de données et la mécanisation, a augmenté et ainsi les compétences disponibles sont en adéquation avec les besoins dans la transition à une économie verte et bleue
Produit 2 :						
2.2 Les communautés locales avec leurs savoir-faire endogènes et les institutions nationales, locales et décentralisées, ont des capacités renforcées dans la conservation des ressources naturelles. (ODD 1, 5, 6, 8, 9, 10, 11, 12, 13)	2.2.1	Pourcentage des zones agricoles exploitées de manière productive et durable			Ministères de l'Agriculture, Ministère de l'Économie	Le nombre des zones agricoles exploitées de manière productive et durable a augmenté contribuant ainsi à une meilleure conservation de l'environnement et de la biodiversité, sécurité alimentaire, commerce équitable, diminution des importations alimentaires. etc.
	2.2.2	Nombre des mesures adoptées pour assurer la participation des populations locales à la gestion transparente, durable des terres et des ressources naturelles			Ministère de l'Économie, Ministère des Eaux et Forêts	La participation des populations locales à la gestion transparente, durable des terres et des ressources naturelles est améliorée



	2.2.3	Montant des ressources nationales et internationales financières en faveur du climat et de l'économie verte et bleue			Ministère de l'Économie	Les ressources financières nationales en faveur du climat et de l'économie verte et bleue ont augmenté facilitant la transformation de l'économie
--	-------	--	--	--	-------------------------	---



		Indicateurs (ventilés)	État de référence (année)	Objectif (fin du plan-cadre de coopération)	Source des données	Hypothèses
Produit 3 :						
3.1 Les populations sont dotées d'outils et mécanismes pour s'adapter de façon durable aux effets du changement climatique, tout en améliorant leurs moyens d'existence et en promouvant leur savoir-faire endogène. (ODD 1, 2, 5, 9, 8, 10, 11, 12, 13, 14, 15)	2.3.1	Nombre de systèmes d'alerte précoce mis en place et fonctionnel pour la réduction des risques, de gestion de catastrophes naturelles et de pandémies			Ministères des Eaux et Forêts, Ministère de l'Intérieur	Meilleure maîtrise des urgences sanitaires, résilience des populations aux catastrophes, meilleure planification urbaine
	2.3.2	Nombre de conflits homme/faune déclarés			Ministère des Eaux et Forêts	Le nombre de conflits homme/faune a diminué et de ce fait les accidents ou décès liés à ce conflit et la destruction des cultivations agricoles et maraichères des populations locales
	2.3.3	Nombre des personnes bénéficiant directement des initiatives de protection de la nature et de gestion durable de ressources naturelles par sexe, âge, milieu de résidence (urbain/rural)			Ministère des Eaux et Forêts	Le nombre des personnes bénéficiant directement des initiatives de protection de la nature et de gestion durable de ressources naturelles a augmenté ainsi réduisant le chômage et améliorant la gestion des ressources naturelles

Impact : D'ici 2027. L'incidence de la pauvreté, les inégalités sociales et de genre sont significativement réduites et les écosystèmes sont préservés pour assurer le développement durable du pays

Priorités nationales : l'amélioration de la gouvernance et de la transparence dans le secteur public, renforcer les instruments de financement du développement durable, la transformation de l'économie : Plan Stratégique Gabon Émergent (PSGE) & Plan d'accélération de la Transformation (PAT)

Priorités régionales (Agenda 2063) :

ODD : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 16

Priorité stratégique 3 : Égalité des chances et inclusion

Réalisation / Effet		Indicateurs (ventilés)	État de référence (année)	Objectif (fin du plan-cadre de coopération)	Source des données	Hypothèses
3. D'ici 2027, au moins 80% de la population, notamment les plus vulnérables quel que soit leur âge, sexe, origine, bénéficient d'accès aux services sociaux de qualité, intégrés, résilients et inclusifs dans l'éducation, la santé, la protection sociale, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, et les inégalités sociales et de genre sont réduites. (1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 16)	3.1	Indice de développement humain ; IDH sexo-spécifique			Rapport IDH	Le PIB par habitant, l'espérance de vie à la naissance et le niveau d'éducation des enfants de 17 ans et plus est amélioré pour tout la population sans distinction de genre
	3.2	Pourcentage de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté fixé au niveau national/international par sexe, milieu de résidence (urbain/rural)			Enquête Gabonaise pour l'Évaluation de la Pauvreté (EGEP Gabon), Banque Mondiale	Le nombre des personnes affectées par la pauvreté a diminué et plus de personnes, sans distinction de sexe, âge, origine et milieu de résidence bénéficient du développement
	3.3	Pourcentage d'enfants en fin de cycle primaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en lecture/mathématiques par sexe, âge, urbain/rural			Annuaire Statistique de l'Éducation	Le nombre des filles et des garçons, sur un pied d'égalité qui sont dotés au primaire d'acquis véritablement utiles dans leur vie et parcours professionnel a augmenté
	3.4	Taux de mortalité maternelle			Enquête Démographique et de Santé (EDS)	Le nombre de décès maternels pour 100 000 naissances vivantes a diminué



		Indicateurs (ventilés)	État de référence (année)	Objectif (fin du plan-cadre de coopération)	Source des données	Hypothèses
	3.5	Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans			Enquête Démographique et de Santé (EDS)	Le nombre de décès d'enfants de moins de 5 ans a diminué
	3.6	Taux de natalité chez les adolescentes par âge (nombre de naissances pour 1000 jeunes filles âgées de 15 à 19 ans)			Enquête Démographique et de Santé (EDS)	Le nombre des adolescentes (15-19 ans) ayant des enfants a diminué et celui de celles qui poursuivent leurs études a augmenté
	3.7	Incidence par 1000 habitants de : - VIH - TB - Paludisme			Ministère de la Santé	L'incidence des trois maladies transmissibles dans la population a diminué ainsi que la mortalité liée à celles-ci
	3.8	Taux de chômage par sexe, âge, niveau d'éducation et situation au regard du handicap			Ministère de l'Emploi	Le nombre de chômeurs dans la population active (occupés + chômeurs) a diminué surtout parmi les jeunes plus affectés par le chômage
	3.9	Pourcentage de la population éligible bénéficiant des socles de protection sociale par sexe et groupes de population			Ministère de la Santé , Ministère des Affaires Sociales	Le nombre des personnes éligibles, du fait de leur vulnérabilité à une protection sociale a augmenté



		Indicateurs (ventilés)	État de référence (année)	Objectif (fin du plan-cadre de coopération)	Source des données	Hypothèses
Produit 1						
3.1 Les enfants, garçons et filles, les plus vulnérables ont accès à une éducation de qualité (pré primaire, primaire, collège et lycée) dans un environnement protecteur. (ODD 4, 5, 8, 10)	3.1.1	Taux brut de scolarisation en pré primaire par sexe, milieu de résidence(urbain/rural)			Annuaire Statistique de l'Éducation	Le nombre d'enfants sans distinction de sexe et revenu, ayant accès au pré-primaire les préparant à une vie d'école productive et des bons résultats d'apprentissage a augmenté
	3.1.2	Taux d'achèvement (primaire, premier et deuxième cycle du secondaire) par sexe et milieu de résidence (urbain/rural)			Annuaire Statistique de l'Éducation	Un plus grand nombre des filles et tous les garçons achèvent un niveau d'éducation au moment où ils ont 3-5 ans de plus que l'âge officiel d'entrée en dernière année du niveau d'éducation donné
	3.1.3	Indice de parité (femmes/hommes, urbain/rural, quintile inférieur/supérieur de richesse et autres paramètres tels que le handicap, le statut d'autochtone et les situations de conflit) pour tous les indicateurs dans le domaine de l'éducation			Annuaire Statistique de l'Éducation	Les inégalités ont diminué en termes d'accès aux services de base comme l'éducation primaire et secondaire
	3.1.4	Pourcentage d'établissements scolaires offrant des services essentiels par type de service (électricité, alimentation de base, WASH)			Annuaire Statistique de l'Éducation	Le nombre des jeunes et d'enfants enrôlés et finissant les cycles d'école a augmenté du fait de meilleures conditions d'accueil



		Indicateurs (ventilés)	État de référence (année)	Objectif (fin du plan-cadre de coopération)	Source des données	Hypothèses
	3.1.5	Pourcentage d'enseignants ayant les qualifications minimales requises par niveau d'étude			Annuaire Statistique de l'Éducation	Les compétences des enseignants ont augmenté ainsi que la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage améliorant ainsi les performances scolaires et encourageant les élèves à poursuivre leurs études
	3.1.6	Pourcentage des jeunes inscrits dans une filière technologique ou professionnelle par sexe, âge et milieu de résidence (urbain/rural)			Annuaire Statistique de l'Éducation	Le nombre des filles et des garçons sur un pied d'égalité, ayant opté pour une filière STEM a augmenté. Améliorant ainsi les compétences nécessaires à leur employabilité et à diversification de l'économie
Produit 2						
3.2 Les populations les plus vulnérables des zones rurales et urbaines quel que soit le sexe, l'âge et l'origine ont un accès aux services de santé de qualité intégrés, surtout les soins de santé primaire. (ODD 3, 5, 10)	3.2.1	Couverture des services de santé essentiels (urbain/rural)			Ministère de la Santé	Le nombre de personnes bénéficiant de la Couverture Universelle des Soins de Santé a augmenté y inclut les plus vulnérables
	3.2.2	Pourcentage d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié			Ministère de la Santé	Le nombre d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié a augmenté et de ce fait la mortalité maternelle a diminué en milieu urbain comme en milieu rural
	3.2.3	Taux de vaccination des enfants (< 12-23 mois) sexe, âge, urbain/rural			Ministère de la Santé	Le nombre des enfants vaccinés a augmenté diminuant l'incidence et la transmission des maladies



		Indicateurs (ventilés)	État de référence (année)	Objectif (fin du plan-cadre de coopération)	Source des données	Hypothèses
	3.2.4	Pourcentage d'enfants <5 ans fiévreux pour lesquels les conseils ou les traitements ont été recherchés par sexe et milieu de résidence (urbain/rural)			Ministère de la Santé	Le nombre d'enfants, sans distinction de sexe et milieu d'habitation qui meurent avant d'accomplir les cinq ans a diminué
	3.2.5	Pourcentage des femmes en âge de procréer (15 -49 ans) prenant en connaissance de cause leurs propres décisions concernant leurs relations sexuelles, l'utilisation des contraceptifs et les soins de santé procréative			Enquête Démographique et de Santé (EDS)	Le nombre des femmes en âge de procréer (15 -49 ans) prenant en connaissance de cause leurs propres décisions concernant leurs relations sexuelles, l'utilisation des contraceptifs et les soins de santé procréative a augmenté, un droit clé des femmes
	3.2.6	Pourcentage des PVVIH sous traitement ARV ayant une charge virale supprimée par sexe, âge, province			AIDSInfo	Le nombre des PVVIH sous traitement ayant une baisse de la charge virale a augmenté pour une meilleure santé des patients et une prévention efficace des nouvelles infections par le VIH afin de mettre fin à l'épidémie
	3.2.7	Nombre des services de santé ayant connu une rupture en médicaments et intrants de sante essentiels			Ministère de la Santé	L'offre de soins de santé est améliorée du fait d'une meilleure offre en médicaments et intrants essentiels contribuant à une meilleure santé des populations
	3.2.8	Taux de couverture maladie universelle pour toute la population			Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale (CNAMGS)	Le nombre des personnes bénéficiant de l'assurance maladie a augmenté, Diminuant ainsi les dépenses des ménages pour la sante



		Indicateurs (ventilés)	État de référence (année)	Objectif (fin du plan-cadre de coopération)	Source des données	Hypothèses
	3.2.9	Pourcentage de la population consacrant une grande part de ses dépenses ou de ses revenus domestiques aux services de soins de santé			Direction Générale de la statistique/ Enquête Démographique et de Santé (EDS), Enquête Gabonaise sur l'évaluation de la pauvreté (EGEP)	Les dépenses des ménages de leurs revenus domestiques pour les services de soins de santé ont diminué
	3.2.10	Densité du personnel de santé			Ministère de la Santé	Le nombre du personnel de la sante a augmenté et de ce fait les services des soins de santé sont améliorés
Produit 3						
3.3 Les personnes les plus vulnérables ont un accès accru à des filets de protection sociale et à la couverture maladie universelle. (ODD 3,5,10)	3.3.1	Pourcentage des personnes éligibles couverts par les prestations sociales			Rapports CNAMGS, Ministère des Affaires Sociales	La couverture de de la protection sociale et de l'assurance maladie ciblant les personnes les plus vulnérables a augmenté de manière à renforcer leur résilience.
	3.3.2	Pourcentage d'enfants âgés de moins de 5 ans dont la naissance a été enregistrée par une autorité d'état civil			Enquête Gabonaise pour l'Évaluation et le Suivi de la Pauvreté (EGEP)	Le nombre d'enfants âgés de moins de 5 ans dont la naissance a été enregistrée par une autorité d'état civil a augmenté leur donnant accès à la protection sociale, à l'assurance maladie, à l'école etc.
	3.3.3	Proportion des dépenses publiques affectée à la protection sociale, à l'éducation et à la sante			Rapport Analyse du budget et des dépenses publiques	Les investissements dans les secteurs sociaux ont augmenté et l'accès aux services est amélioré



		Indicateurs (ventilés)	État de référence (année)	Objectif (fin du plan-cadre de coopération)	Source des données	Hypothèses
Produit 4						
3.4 Les femmes et les filles ont des droits et des chances égales aux hommes et garçons dans les sphères économiques et sociales et une représentativité et participation accrues dans développement durable du pays. (Tous les ODD)	3.4.1	Pourcentage des femmes occupant des postes de direction dans les institutions et entreprises (public/privé)			Observatoire des Droits des Femmes. Primature	Le nombre des femmes dans les postes de direction est augmenté contribuant ainsi à une parité des genres dans les institutions et des politiques et pratiques plus équilibrées
	3.4.2	Nombre de femmes et des jeunes ayant bénéficié d'une formation et/ou commencé une activité d'autonomisation économique (AGR, micro-crédit, e-commerce) par secteur, Age, rural/urbain et handicap			Observatoire des Droits des Femmes, Primature	Le nombre des femmes ayant accès aux formations, au crédit et aux outils pour s'engager dans des activités productives et génératrices de revenu a augmenté améliorant la représentativité dans les différentes filières économiques
	3.4.3	Pourcentage des femmes âgées de 15+ ans ayant vécu en couple/victimes des violence physique, sexuelle ou émotionnelle au cours de dernières 12 mois précédents par leur partenaire actuel ou ancien partenaire/autre partenaire par âge et province			Enquête Démographique et de Santé (EDS)	Le nombre des femmes (15+ ans) victimes des violences a diminué leur permettant de jouer pleinement leur rôle dans la vie économique, sociale et politique du pays
	3.4.4	Nombre de victimes des violences qui se sont présentées aux établissements de santé, de structures d'écoute ou aux instances judiciaires/ont bénéficié d'une prise en charge par type de violence, Sexe, âge et province			Ministère de la Justice	La violence à l'égard des femmes et des filles a diminué du fait d'une plus grande sensibilisation, action pour dénoncer des violences, injustices et discrimination et l'impunité a diminué

